



© F. BLANC

19 MARS: RÉUSSIR!

Nous n'avons eu cesse de le dire : la crise actuelle, qui prend une dimension démocratique et institutionnelle, a sa source dans la crise sociale, celle des fins de mois difficiles du fait du chômage, de la précarité, de salaires et pensions de retraite trop bas, de la disparition de services publics, des incertitudes sur le droit à la retraite et des inégalités...

Nous n'avons pas été écoutés et nous n'avons peut-être pas su nous faire suffisamment entendre ces dernières années. C'est pourquoi, la résolution du Congrès confédéral nous a donné mandat de « *prendre toutes les dispositions et initiatives en lien avec toutes les confédérations syndicales, à la recherche de la plus grande unité possible* », « *pour une mobilisation interprofessionnelle, y compris par la grève* ».

Tel était précisément le sens de la déclaration du Bureau confédéral, lundi dernier, en perspective de nos rencontres avec les autres confédérations syndicales. Nous avons pu trouver un accord, avec certaines organisations, sur une journée puissante de mobilisation et de grève le 19 mars.

La date du 19 mars a été proposée par FO. Il nous semble en effet décisif que l'action et les revendications syndicales s'expriment fortement et massivement à l'issue du Grand débat.

FO n'en est ni co-organisatrice ni partie prenante – il s'adresse aux citoyens. Pour autant, FO entend n'être ni spectatrice ni subir les décisions qui pourraient être prises au prétexte de ce grand débat.

Une journée puissante de mobilisation et de grève le 19 mars.

Et pour cause ! On nous dit que le débat porte sur « *comment faire évoluer l'organisation de l'État et des services publics pour les rendre plus proches des Français et plus efficaces* », mais certaines questions sont sans équivoque sur les intentions : « *Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires ? Faut-il supprimer des services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?* » D'ailleurs, le gouvernement maintient intégralement son projet de réforme de la fonction publique ! Un référendum

est aussi évoqué par certains, qui pourrait porter sur les retraites au moment où l'intention du gouvernement se précise : reculer encore l'âge de départ.

Alors, le 19 mars, il faut se faire entendre pour l'augmentation des salaires, dans le privé comme dans le public, des pensions et retraites, pour dire stop aux fermetures de services publics, aux politiques d'austérité, aux « réformes » contestées de la fonction publique et des retraites. Le 19 mars, il s'agit aussi de défendre la liberté syndicale et la liberté de manifester, contre la loi « anticasseurs ».

Nos camarades en Belgique ont réussi une grève nationale le 13 février dernier, dans l'unité des confédérations syndicales, pour les augmentations de salaires, des retraites, les services publics, la justice fiscale. Le 9 février, en Italie, des centaines de milliers de personnes ont manifesté à Rome, à l'appel des trois confédérations syndicales, pour une vraie politique de croissance et le respect de la part du gouvernement.

Nous avons un mois pour réussir, partout où c'est possible, l'unité d'action syndicale la plus large, depuis les entreprises et services jusqu'au plan national.